



Bahrein

1er avril 2011

Bahrein : risque de black-out sur les violations des droits de l'Homme

La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) condamne fermement les violations graves des droits de l'Homme perpétrées au Bahrein depuis le 14 février 2011 et exprime ses vives préoccupations au regard des derniers développements dans le pays.

Selon les informations rassemblées par le Bahrain Center for Human Rights (BCHR), organisation membre de la FIDH, au moins 27 personnes sont mortes et plus de 200 personnes ([cliquer ici pour accéder aux listes](#)), dont des médecins, des enseignants, des syndicalistes et des défenseurs des droits de l'Homme, ont été détenues depuis le début de la répression menée par les forces de sécurité contre des manifestants pacifiques appelant à la démocratie et au respect des droits de l'Homme dans le pays.

Outre les nouvelles victimes et la poursuite des arrestations et des actes de répression et d'intimidation à l'encontre des personnes considérées comme des opposants ou liées au mouvement d'opposition, la FIDH s'inquiète des mesures destinées à réduire au silence celles et ceux qui osent parler de la répression. Le 29 mars 2011, deux journalistes de CNN ont été arrêtés alors qu'ils interviewaient Nabeel Rajab, le président du BCHR chez lui. Ils ont été détenus pendant 4 heures.

Cet événement est survenu après la publication d'un décret par le Procureur général militaire - Décision N°5 de 2011- le 28 mars, interdisant toute publication relative à des enquêtes en cours conduites par le procureur militaire, au titre de l'Etat de sécurité national.

La FIDH craint que ce décret ne puisse être utilisé pour limiter strictement la liberté d'expression et des medias et contribue à l'instauration d'un black-out sur les violations des droits de l'Homme au Bahrein. Au regard de cette situation fortement préoccupante, la FIDH appelle les Etats membres du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies à remplir leur devoir d'enquêter de façon urgente et de prendre en considération les allégations de violations graves des droits de l'Homme perpétrées par le gouvernement du Bahrein, et de prendre les mesures nécessaires pour empêcher des violations de survenir. La FIDH réitère son appel à une session spéciale du Conseil des droits de l'Homme sur la situation des droits humains au Bahrein.

Listes des personnes tuées et arrêtées au Bahrein : <http://www.fidh.org/Lists-of-people...>

<http://www.fidh.org/Bahrein-risque-de-black-out-sur-les-violations>